

MENTIONS LÉGALES

Conformément aux dispositions des articles 6-III et 19 de la Loi n°2004-575 du 21 juin 2004 pour la Confiance dans l'Économie Numérique (LCEN), il est porté à la connaissance des utilisateurs du site CAVELO les présentes mentions légales.

1. Éditeur du site

Le site CAVELO est édité par :

Malbrancke.Martin

Statut : Auto-entrepreneur

Nantes, France

Adresse e-mail : Cavelo44000@gmail.com

Numéro de téléphone : +330652497992

Numéro de SIREN : 100647262

2. Hébergement

Le site est hébergé par :

IONOS by 1&1

7 place de la Gare

57200 Sarreguemines – France

☎ 0970 808 911

3. Accès au site

Le site est accessible à tout moment, sauf interruption pour maintenance ou mise à jour.

L'éditeur ne saurait être tenu responsable des dommages directs ou indirects liés à l'accès ou à l'utilisation du site.

4. Propriété intellectuelle

L'ensemble des contenus présents sur le site CAVELO (textes, images, logos, graphismes, structure, etc.) est protégé par le Code de la propriété intellectuelle.

Toute reproduction, représentation, modification ou exploitation, totale ou partielle, sans autorisation écrite préalable est strictement interdite.

5. Données personnelles

Les informations personnelles collectées via le formulaire de contact sont traitées conformément à la réglementation en vigueur (RGPD).

6. Liens externes

Le site CAVELO peut contenir des liens vers des sites tiers, notamment la plateforme Leboncoin, permettant la réalisation d'achats.

L'éditeur du site ne saurait être tenu responsable :

- Du contenu des sites externes

- Du traitement des données personnelles effectué par ces sites

L'utilisateur est invité à consulter leurs propres mentions légales et politiques de confidentialité.

7. Cookies

Le site utilise uniquement des cookies strictement nécessaires à son fonctionnement.

Aucun cookie publicitaire ou de suivi marketing n'est utilisé sans le consentement de l'utilisateur.

8. Droit applicable

Les présentes mentions légales sont régies par le droit français.

En cas de litige, et à défaut de résolution amiable, les tribunaux français seront seuls compétents.

□ Dernière mise à jour : 02/02/2026